

# Pages de Profils



**E**n 2005, le Nord-Pas-de-Calais affiche un bilan de l'emploi salarié privé légèrement positif. Le rythme des suppressions d'emploi dans l'industrie est resté soutenu tandis que le tertiaire créait principalement des postes dans les activités de services aux entreprises. La construction est restée dynamique. Les zones du littoral du Pas-de-Calais, Saint-Omer, Lens-Hénin et le Valenciennois affichent des évolutions positives.

## Évolution de l'emploi salarié dans le secteur privé en 2005

**Élisabeth Vilain**

**Insee - Service Statistique**



INSEE NORD-PAS-DE-CALAIS - 130 AVENUE DU PRÉSIDENT J.F. KENNEDY - 59034 LILLE CEDEX  
☎ 03 20 62 86 29 - 📠 : 03 20 62 86 00

Après deux années de contraction de l'emploi salarié privé, 2005 a des allures d'embellie. Le bilan fait en effet apparaître une légère croissance de 0,2%, soit près de 1 800 emplois. Une analyse détaillée encourage au bémol. Dans l'industrie, les pertes d'emploi atteignent encore 3,1%, soit 0,3 point de moins qu'en 2004. Le tertiaire accroît ses effectifs de 1,3%, loin du 4,0% en moyenne annuelle observé dans les années quatre-vingt-dix. La construction consolide sa croissance et affiche une progression de 2,3% des effectifs. C'est l'activité de travail temporaire qui permet aux services aux entreprises de faire progresser leurs effectifs de près de 5%.

## LE RYTHME DES SUPPRESSIONS D'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE RALENTIT FAIBLEMENT

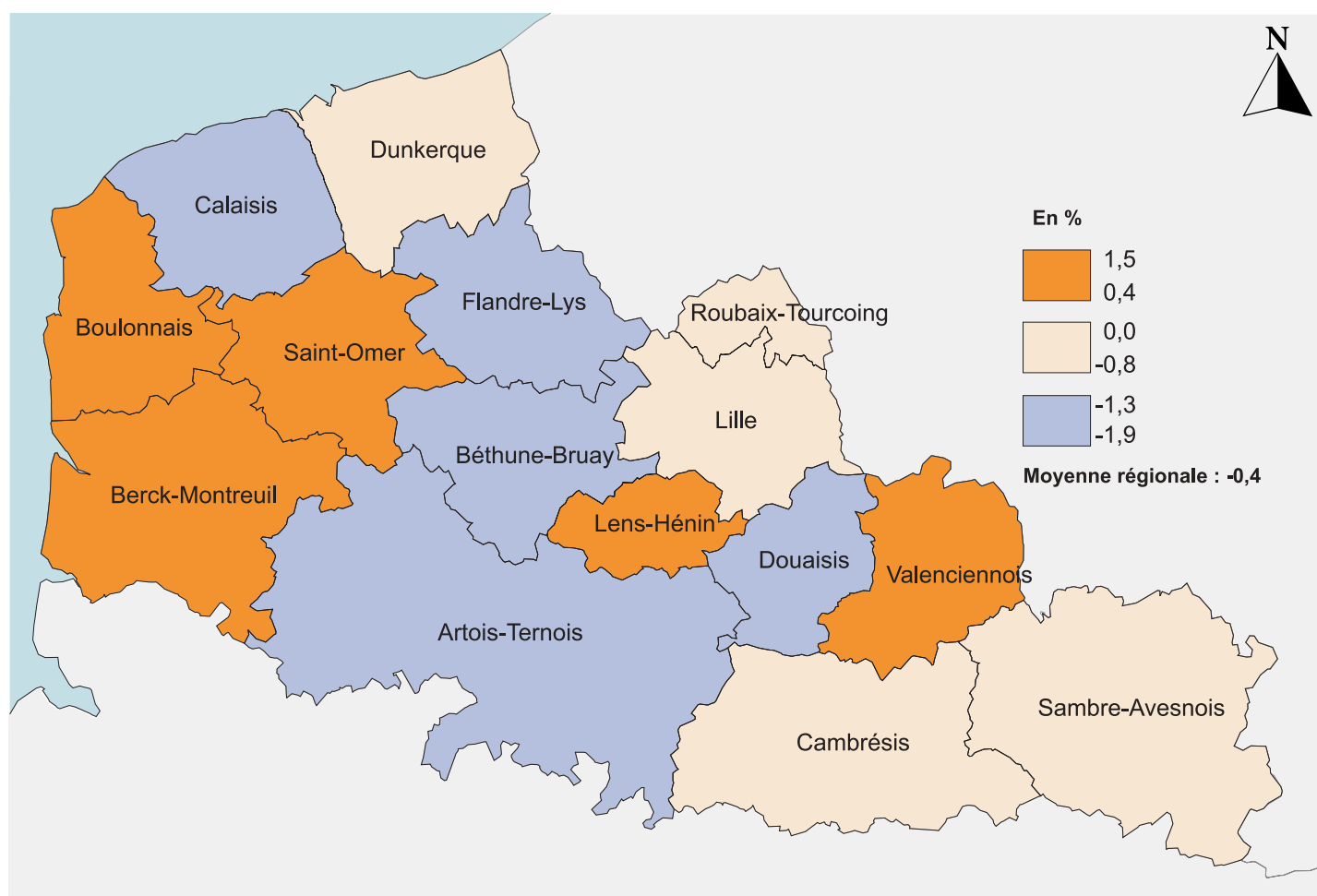
L'automobile exceptée, comme en 2003 et 2004, tous les secteurs industriels ont perdu des emplois. Globalement, la diminution atteint 3,1%, soit environ 7 500 emplois. Ainsi, le repli important constaté depuis 2002 se confirme, après une période de plus lent effritement des effectifs entre 1994 et 2001.

L'industrie des biens intermédiaires qui occupe 46% des salariés de l'industrie régionale paie encore en 2005 le plus lourd tribut (-4 200 emplois, soit 3,8% des effectifs de début d'année). Cependant, le bilan de chacune de ses grandes composantes est

moins négatif en 2005 qu'en 2004. La métallurgie, l'activité dominante du secteur, ralentit le plus nettement ses suppressions d'emploi (-1,7% contre -4,6% en 2004). Le textile perd 10,7% de ses salariés, avec des suppressions d'emploi de même ampleur dans la filature et le tissage que dans la fabrication de produits textiles.

Toutes les autres activités industrielles sortent de 2005 avec de plus importantes diminutions d'emploi qu'en 2004. L'industrie des biens d'équipement perd 3,4% des postes de travail, soit environ un millier d'emplois, principalement du fait des industries des équipements mécaniques qui représentent 70,0% des effectifs.

Carte : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ NON AGRICOLE (HORS INTÉRIM) EN 2005



Les industries des biens de consommation restent sur le même rythme de décroissance des effectifs qu'en 2004 et perdent 4,9% de leurs salariés. Les effectifs de l'habillement et du cuir poursuivent leur vive décrue (-17,9%) : le secteur du cuir et de la chaussure perd ainsi 40,0% de ses emplois.

L'industrie agroalimentaire, qui occupe un salarié de l'industrie sur sept, connaît une quatrième année consécutive de décroissance depuis 2002 : le repli reste un peu plus faible comparé à celui des autres grands secteurs industriels (-2,0%) ; il est fortement influencé par la seule fermeture d'Altadis.

L'automobile a stabilisé en 2005 le nombre de ses emplois permanents, c'est-à-dire non intérimaires. Les constructeurs tirent mieux leur épingle du jeu et compensent les diminutions d'emploi qu'enregistrent les équipementiers.

### LA CONSTRUCTION CONTINUE SA PROGRESSION

Les effectifs de la construction continuent leur progression en 2005, au rythme adopté depuis 2003, d'environ

2,0% par an. Le nombre d'emplois dans le bâtiment, qui représente 80,0% du secteur, progresse de 2,3% tandis que les travaux publics sont légèrement moins dynamiques.

### SEULS LES SERVICES AUX ENTREPRISES SONT CRÉATEURS DANS LE TERTIAIRE

Plus favorable qu'en 2004, le bilan de l'emploi privé dans le tertiaire reste modeste en 2005. La progression de 1,3% des effectifs correspond au doublement du résultat des deux années précédentes : elle repose essentiellement sur la progression de l'intérim, de l'activité immobilière et de certaines activités de services aux entreprises, toutes les autres activités tertiaires faisant moins bien qu'en 2004. La locomotive habituelle que constituent les services aux entreprises enregistre une progression de 3,5% de ses effectifs, intérim excepté. Les activités de sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises, augmentent de 5% leurs effectifs en un an, soit plus de 2 000 emplois. Ainsi elles renouent avec les créations d'emploi après une pause en 2004. Porté par la conjoncture favorable de la

construction et du marché immobilier, le nombre d'emplois créés dans les activités immobilières progresse de 4,5%.

En revanche, pour la deuxième année consécutive, l'emploi ne progresse pas dans les commerces : le nombre de postes est maintenu dans les commerces de détail tandis qu'il se réduit dans les autres activités commerciales. Les services aux particuliers, représentés massivement par les activités de l'hôtellerie et de la restauration dans le champ de l'étude, maintiennent leur niveau d'emploi, sans enregistrer de contrecoup apparent au regain d'activité lié à l'évènement Lille 2004. Le transport connaît une année de réduction de l'emploi, limitée à 0,8% et concentrée dans les activités concernant le transport de marchandises où la concurrence internationale modifie la donne. Les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'action sociale relevant du secteur privé, considérés dans leur ensemble, ne progressent guère.

**Tableau 2 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DANS LES GRANDS SECTEURS D'ACTIVITÉ (HORS INTÉRIM) PAR ZONE D'EMPLOI EN 2005**

|                          | Ensemble    | Industrie | Construction | Tertiaire |
|--------------------------|-------------|-----------|--------------|-----------|
| <i>Saint-Omer</i>        | +1,5        | -1        | +8           | +4        |
| <i>Boulonnais</i>        | +1,4        | -0        | +4           | +2        |
| <i>Lens-Hénin</i>        | +0,9        | -3        | +5           | +1        |
| <i>Berck-Montreuil</i>   | +0,7        | +1        | +8           | +0        |
| <i>Valenciennois</i>     | +0,4        | -1        | +0           | +2        |
| <i>Cambrésis</i>         | +0,0        | -3        | +4           | +1        |
| <i>Lille</i>             | -0,4        | -4        | +4           | -0        |
| <b>Région</b>            | <b>-0,4</b> | <b>-3</b> | <b>+2</b>    | <b>+1</b> |
| <i>Roubaix-Tourcoing</i> | -0,5        | -6        | +2           | +1        |
| <i>Dunkerque</i>         | -0,8        | -3        | +0           | +0        |
| <i>Sambre-Avesnois</i>   | -0,8        | -1        | +3           | -2        |
| <i>Douaisis</i>          | -1,3        | -2        | -1           | -1        |
| <i>Béthune-Bruay</i>     | -1,3        | -4        | +3           | +0        |
| <i>Artois-Ternois</i>    | -1,5        | -3        | -4           | -0        |
| <i>Calaisis</i>          | -1,6        | -8        | -2           | +1        |
| <i>Flandre-Lys</i>       | -1,9        | -7        | +5           | +0        |

Source : Insee, Urssaf

## DES BILANS DÉPARTEMENTAUX PROCHES DANS LEURS GRANDES LIGNES

Les mêmes mécanismes sont à l'œuvre dans les deux départements et les bilans globaux sont identiques (+0,2% au total dans le Nord comme dans le Pas-de-Calais, des évolutions très semblables pour l'industrie, la construction ou le tertiaire dans leur ensemble). Néanmoins, l'industrie agroalimentaire ne perd des emplois que dans le Nord et les réductions d'effectifs dans l'automobile ne touchent que le Pas-de-Calais. Dans le tertiaire, la contribution de l'intérim au bilan positif est sensiblement plus forte dans le Nord que dans le Pas-de-Calais mais dans ce département, les autres services aux entreprises sont plus dynamiques. La plupart des autres activités tertiaires ont des évolutions similaires dans les deux départements, excepté le transport qui perd des emplois uniquement dans le Pas-de-Calais et le commerce qui ne présente un solde négatif que dans le Nord. ➤ **Tableau 1**

## LA FOURCHETTE DES ÉVOLUTIONS PAR ZONE EST PLUS SERRÉE QU'EN 2004

Hors intérim, ➤ **Encadré** l'évolution de l'emploi dans neuf zones de la région sur quinze est restée modérée, ne dépassant pas un point. L'éventail des évolutions est d'ailleurs plus serré qu'en 2004, aucune variation annuelle n'excédant deux points. ➤ **Tableau 2**

Cinq zones présentent un solde d'emploi proche du bilan régional : **le Cambrésis, Lille, Roubaix-Tourcoing, Dunkerque et la Sambre-Avesnois**. Elles affichent des pertes dans l'industrie proches de la moyenne et ne se démarquent pas davantage par leur évolution dans le tertiaire. Si Lille et Roubaix-Tourcoing affichent un solde plus négatif dans l'industrie, la première enregistre une progression dans la construction qui compense la moitié des pertes industrielles et la seconde doit sa place dans la moyenne au dynamisme de ses services aux entreprises.

Le bilan est un peu différent pour les cinq zones qui perdent le plus d'emplois en 2005 : **la Flandre-Lys, le Calais, l'Artois-Ternois, Béthune-Bruay et le Douaisis**. À l'exception de cette dernière qui bénéficie une nouvelle fois de la présence marquée de l'industrie automobile, elles sont touchées par des diminutions d'emploi dans l'industrie plus fortes qu'en moyenne régionale et n'ont pu compter sur le dynamisme du tertiaire. Dans le Calais, le bilan industriel est encore largement influencé par les diminutions d'effectifs dans le textile (-16,2%). Partout, les services aux entreprises manquent de dynamisme. En Flandre-Lys comme à Béthune-Bruay, où le secteur de la construction est particulièrement présent, la progression des emplois de ce secteur joue en définitive faiblement dans le bilan.

Les cinq zones qui présentent le bilan le plus favorable pour 2005 cumulent les évolutions les plus favorables pour les trois grands secteurs. La construction y apporte partout un coup de pouce non négligeable, **Berck-Montreuil** en tirant le meilleur bénéfice compte tenu de sa taille. À **Saint-Omer** et dans le **Boulonnais**, le tertiaire enregistre ses plus fortes progressions. À **Lens**, les principales industries de biens intermédiaires sont créatrices d'emploi, limitant les pertes des autres secteurs. Dans le **Valenciennois**, la contribution de la construction au bilan est nulle mais l'industrie et les services aux entreprises continuent de se comporter mieux que la moyenne régionale. ➤ **Carte**

### Encadré : POURQUOI EXCLURE L'INTÉRIM DE L'ANALYSE À L'ÉCHELLE DES ZONES D'EMPLOI ?

L'emploi est ici comptabilisé au lieu d'implantation de l'agence d'intérim qui met ses salariés à disposition d'établissements dits "utilisateurs" que la statistique ne localise pas. Par le jeu des spécialisations par métiers des agences (industrie, bâtiment, métiers du tertiaire, etc.) ou en raison de logiques d'implantation qui ne correspondent pas à celle des zones d'emploi, la correspondance entre lieu de travail de l'intérimaire et lieu d'implantation de l'agence qui lui procure ses missions est très imparfaite. Dès lors, alors que pour le reste de l'emploi, l'analyse concerne bien le territoire en question, pour l'intérim le point de vue est davantage biaisé.

L'intégration de la composante intérim paraît ainsi légitime au niveau régional voire départemental mais trop hasardeuse au niveau des zones d'emploi.

Tableau 1 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ NON AGRICOLE PRIVÉ DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS EN 2005

Unités : milliers, %

| Activité économique                                       | Département du Nord    |                       | Département du Pas-de-Calais |                       | Région Nord-Pas-de-Calais |                       |
|-----------------------------------------------------------|------------------------|-----------------------|------------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|
| Nomenclature économique de synthèse (niveaux 5, 16 et 36) | Effectif au 31/12/2004 | Évolution sur 12 mois | Effectif au 31/12/2004       | Évolution sur 12 mois | Effectif au 31/12/2004    | Évolution sur 12 mois |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>609,6</b>           | <b>+0,2</b>           | <b>297,1</b>                 | <b>+0,2</b>           | <b>906,7</b>              | <b>+0,2</b>           |
| <b>Industrie</b>                                          | <b>157,7</b>           | <b>-3,1</b>           | <b>84,9</b>                  | <b>-2,9</b>           | <b>242,7</b>              | <b>-3,1</b>           |
| <b>Construction</b>                                       | <b>47,8</b>            | <b>+2,2</b>           | <b>28,8</b>                  | <b>+2,3</b>           | <b>76,6</b>               | <b>+2,3</b>           |
| <b>Commerce</b>                                           | <b>126,2</b>           | <b>-0,4</b>           | <b>58,7</b>                  | <b>+0,2</b>           | <b>184,9</b>              | <b>-0,2</b>           |
| <b>Services essentiellement marchands</b>                 | <b>277,9</b>           | <b>+2,0</b>           | <b>124,6</b>                 | <b>+1,9</b>           | <b>402,6</b>              | <b>+2,0</b>           |
| <b>Industries agricoles et alimentaires</b>               | <b>20,1</b>            | <b>-3,4</b>           | <b>17,0</b>                  | <b>-0,3</b>           | <b>37,1</b>               | <b>-2,0</b>           |
| Habillement, cuir                                         | 2,5                    | -14,1                 | 1,7                          | -24,1                 | 4,2                       | -17,9                 |
| Édition, imprimerie, reproduction                         | 7,8                    | -3,8                  | 2,3                          | +0,0                  | 10,1                      | -3,0                  |
| Pharmacie, parfumerie et entretien                        | 3,8                    | +0,8                  | 0,3                          | -3,1                  | 4,1                       | +0,5                  |
| Industries des équipements du foyer                       | 5,6                    | -3,7                  | 1,9                          | -2,1                  | 7,6                       | -3,3                  |
| <b>Industrie des biens de consommation</b>                | <b>19,8</b>            | <b>-4,2</b>           | <b>6,2</b>                   | <b>-7,1</b>           | <b>25,9</b>               | <b>-4,9</b>           |
| <b>Industrie automobile</b>                               | <b>20,4</b>            | <b>+2,9</b>           | <b>8,9</b>                   | <b>-5,8</b>           | <b>29,2</b>               | <b>+0,3</b>           |
| Construction navale, aéronautique et ferroviaire          | 4,7                    | -4,6                  | 0,4                          | -4,4                  | 5,1                       | -4,6                  |
| Industries des équipements mécaniques                     | 20,1                   | -3,4                  | 7,8                          | -3,6                  | 27,9                      | -3,4                  |
| Industries des équipements électriques et électroniques   | 4,7                    | -3,1                  | 2,3                          | -1,3                  | 7,0                       | -2,5                  |
| <b>Industries des biens d'équipement</b>                  | <b>29,5</b>            | <b>-3,5</b>           | <b>10,4</b>                  | <b>-3,1</b>           | <b>39,9</b>               | <b>-3,4</b>           |
| Industries des produits minéraux                          | 6,4                    | -6,5                  | 12,3                         | -0,5                  | 18,8                      | -2,5                  |
| Industrie textile                                         | 14,4                   | -9,4                  | 3,3                          | -16,4                 | 17,7                      | -10,7                 |
| Industries du bois et du papier                           | 5,6                    | -7,8                  | 5,1                          | -2,3                  | 10,7                      | -5,2                  |
| Chimie, caoutchouc, plastiques                            | 12,1                   | -1,0                  | 10,5                         | -3,1                  | 22,6                      | -2,0                  |
| Métallurgie et transformation des métaux                  | 27,9                   | -2,1                  | 7,3                          | -0,2                  | 35,3                      | -1,7                  |
| Industrie des composants électriques et électroniques     | 1,5                    | -4,7                  | 4,0                          | -3,4                  | 5,5                       | -3,7                  |
| <b>Industries des biens intermédiaires</b>                | <b>68,0</b>            | <b>-4,4</b>           | <b>42,5</b>                  | <b>-2,8</b>           | <b>110,5</b>              | <b>-3,8</b>           |
| <b>Construction</b>                                       | <b>47,8</b>            | <b>+2,2</b>           | <b>28,8</b>                  | <b>+2,3</b>           | <b>76,6</b>               | <b>+2,3</b>           |
| Commerce et réparation automobile                         | 14,5                   | -0,2                  | 8,0                          | -1,1                  | 22,5                      | -0,5                  |
| Commerce de gros, intermédiaires                          | 34,9                   | -0,8                  | 14,8                         | -0,3                  | 49,6                      | -0,6                  |
| Commerce de détail, réparations                           | 76,8                   | -0,3                  | 35,9                         | +0,7                  | 112,7                     | +0,0                  |
| <b>Commerce</b>                                           | <b>126,2</b>           | <b>-0,4</b>           | <b>58,7</b>                  | <b>+0,2</b>           | <b>184,9</b>              | <b>-0,2</b>           |
| <b>Transports</b>                                         | <b>31,6</b>            | <b>-0,2</b>           | <b>18,4</b>                  | <b>-1,9</b>           | <b>50,0</b>               | <b>-0,8</b>           |
| <b>Activités financières</b>                              | <b>25,0</b>            | <b>-0,2</b>           | <b>5,8</b>                   | <b>+0,1</b>           | <b>30,8</b>               | <b>-0,1</b>           |
| <b>Activités immobilières</b>                             | <b>4,8</b>             | <b>+2,5</b>           | <b>1,6</b>                   | <b>+10,3</b>          | <b>6,5</b>                | <b>+4,5</b>           |
| Postes et télécommunications                              | ns                     | ns                    | ns                           | ns                    | ns                        | ns                    |
| Conseils et assistance                                    | 52,1                   | -0,5                  | 12,0                         | +1,9                  | 64,1                      | -0,1                  |
| Services opérationnels                                    | 70,1                   | +8,4                  | 31,5                         | +6,6                  | 101,6                     | +7,9                  |
| Recherche et développement                                | ns                     | ns                    | ns                           | ns                    | ns                        | ns                    |
| <b>Services aux entreprises</b>                           | <b>124,4</b>           | <b>+4,5</b>           | <b>43,7</b>                  | <b>+5,5</b>           | <b>168,1</b>              | <b>+4,8</b>           |
| Hôtels et restaurants                                     | 25,2                   | -0,3                  | 13,2                         | +0,1                  | 38,4                      | -0,1                  |
| Activités récréatives, culturelles et sportives           | 6,6                    | -1,4                  | 2,7                          | -1,7                  | 9,3                       | -1,5                  |
| Services personnels et domestiques                        | 6,3                    | +1,6                  | 3,4                          | +1,0                  | 9,7                       | +1,4                  |
| <b>Services aux particuliers</b>                          | <b>38,1</b>            | <b>-0,2</b>           | <b>19,3</b>                  | <b>+0,0</b>           | <b>57,4</b>               | <b>-0,1</b>           |
| Éducation                                                 | 7,8                    | +1,8                  | 2,1                          | -1,2                  | 9,9                       | +1,1                  |
| Santé, action sociale                                     | 46,2                   | -0,2                  | 33,7                         | +0,5                  | 79,9                      | +0,1                  |

ns : non significatif.

Champ : établissements du secteur privé non agricole cotisant à l'Urssaf, hors énergie, administration et activités associatives.

Source : Insee, Urssaf

### POUR COMPRENDRE CES RÉSULTATS

À cette époque de l'année, les données disponibles pour analyser l'évolution de l'emploi au cours de l'année précédente sont relativement incomplètes, qu'elles proviennent de l'activité de recouvrement de cotisations des Assedic ou des Urssaf.

Les résultats présentés dans cette étude sont établis à l'aide des données recueillies dans les bordereaux de recouvrement des cotisations (BRC) adressés par les employeurs aux unions de recouvrement de la sécurité sociale et des allocations familiales (Urssaf) et transmis trimestriellement à l'Insee. Les effectifs pris en compte (effectifs déclarés en fin de trimestre) sont ceux soumis à la contribution sociale généralisée.

Sont exclus de l'analyse : les salariés appartenant aux établissements cotisant à la MSA (dispersés dans l'agroalimentaire, la construction, le commerce de gros, les services financiers, etc.), l'emploi public (postes "Administration" et "Activités associatives et extra-territoriales" et la partie non marchande des postes "Éducation" et "Santé, action sociale" de la nomenclature d'activités en 36 niveaux), le secteur de l'énergie, La Poste et France Telecom, la SNCF, la Banque de France, les salariés à domicile, les stagiaires AFPA, les caisses de congés payés, la vente à domicile et l'administration d'immeubles. Sont en revanche pris en compte les salariés mis à disposition par les agences d'intérim ; ils sont comptabilisés dans le secteur des services aux entreprises quelle que soit l'activité de l'établissement utilisateur.

Le lecteur soucieux de trouver des données sur un champ complet et en niveau se reportera au bilan annuel de l'emploi qui paraîtra dans quelques mois.